

GEOPOLITIQUE | CHRONIQUE  
PAR SYLVIE KAUFFMANN

## Européennes: l'élection dynamique

**E**n Roumanie, le chef du parti au pouvoir, condamné pour corruption, a été expédié en prison. En Autriche, le premier ministre a été renversé par un vote de défiance. En Allemagne, les Verts ont chassé le Parti social-démocrate de la deuxième place du podium. En France, le parti de Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy n'attire plus que 8 % des électeurs. Au Royaume-Uni, terre du bipartisme dont seule la reine semble encore tenir debout, les deux partis de gouvernement ne totalisent même plus un quart des suffrages. En Italie, un parti d'extrême droite est passé devant tous les autres. En Grèce, le premier ministre a dû convoquer des élections anticipées.

Tout cela – et bien plus encore – s'est passé entre le 23 et le 27 mai 2019. Une bombe à fragmentation politique a été lâchée sur l'Europe: cette neuvième élection du Parlement européen, c'est le scrutin qui démolit tout sur son passage. Et les répliques n'ont pas fini de se faire sentir.

Partout, les états-majors politiques tremblent sous l'effet de ce choc multiple. Certains s'effondrent, d'autres émergent, quelques-uns parviennent à rebondir. Rarement les Européens auront été autant à l'unisson: les électeurs de l'Union ont beau avoir voté sur des critères nationaux, ils ont glissé le même message dans les urnes, un message de défiance à l'égard des grands partis traditionnels et un irrésistible désir de renouveau. Plus nombreux que prévu à participer à ce vote dont on disait qu'il n'intéressait personne, les citoyens européens ont convergé pour composer à Bruxelles un Parlement à l'image du paysage politique bouleversé dans la plupart de leurs pays: éclaté, pluriel, en pleine mutation politique.

### Nouveaux clivages

Ce Parlement ne sera plus régi par le duopole droite-gauche, représentés par les deux grands blocs du Parti populaire (PPE) et des sociaux-démocrates (S&D), qui ont perdu la majorité. Un bloc centriste-libéral, dont les députés français fourniront le plus gros apport, est venu troubler l'ordonnement très «vieux monde», tout comme le groupe des Verts, gonflé par la puissante dynamique écologiste, qui en fait désormais une force déterminante:

c'est de ces deux pôles que soufflera le vent nouveau. A eux d'articuler le changement de système auquel aspirent les électeurs.

A droite, la nébuleuse des partis souverainistes, nationalistes ou d'extrême droite est forte en nombre, même si sa progression a été contenue, mais faible en cohérence, tant les sujets de divergence sont nombreux.

Un Parlement «fragmenté», commentent, affolés, la plupart des experts. Le terme agace Luuk Van Middelaar, comme s'il s'agissait d'une maladie honteuse. Cet historien et politiste néerlandais, auteur d'un excellent livre sur les crises européennes récentes, *Quand l'Europe improvise* (Gallimard, 2018), rappelle que le Parlement européen doit aussi servir

vers que l'Europe à 28, ou à 27, ne peut exister qu'avec des concessions. Il va donc falloir trouver d'autres moyens de forger des compromis, sur de nouveaux clivages. Le clivage droite-gauche est-il voué à disparaître? Probablement pas. Pour Luuk Van Middelaar, cet héritage du XIX<sup>e</sup> siècle, symbole de l'opposition entre travail et capital, continuera à s'imposer à la lecture des inégalités socio-économiques. Mais d'autres divergences vont se superposer: le clivage entre les forces politiques favorables à l'ouverture sur le monde et celles qui préfèrent le repli; ou le clivage entre les partisans d'une intégration plus poussée de l'UE et ceux qui privilégient une Europe des nations.

Des sujets majeurs, comme le climat, l'immigration ou la protection sociale, recouperont des clivages différents. L'ex-diplomate et chercheur Pierre Vimont, qui analysait, mardi, l'après-scrutin devant le Conseil européen des relations internationales, à Paris, prévoit que «l'extrême fluidité» de l'évolution des groupes politiques entrainera un jeu de coalitions ad hoc, qui se feront et se déferont en fonction des projets discutés au Parlement.

Pour les chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE qui ne sont pas renversés ou démissionnaires depuis dimanche, rien n'est simple non plus. Entre Angela Merkel et Emmanuel Macron, au moment où s'ouvre la longue négociation des postes de l'exécutif européen, le plus affaibli des deux par le coup de grisou du 26 mai n'est pas celui qu'on croit.

Le temps est loin où les dirigeants des grands pays européens, tous issus de la droite classique, trouvaient naturellement un terrain d'entente; lorsque Angela Merkel, Nicolas Sarkozy, David Cameron, José Manuel Barroso et Herman Van Rompuy se retrouvaient autour de la table, ils parlaient la même langue politique.

Aujourd'hui, les leaders des six plus grands pays de l'UE sont tous de partis différents: l'Allemande est démocrate-chrétienne, le Français est «progressiste», l'Italien est d'extrême droite, l'Espagnol est socialiste, le Polonais est nationaliste et le Britannique ne pense qu'à partir. Forcément, c'est plus compliqué. Au Conseil européen aussi, la recomposition est inévitable. Un monde nouveau est à construire. ■

**AUJOURD'HUI, LES  
LEADERS DES SIX  
PLUS GRANDS  
PAYS DE L'UE SONT  
TOUS DES PARTIS  
DIFFÉRENTS  
CETTE NEUVIÈME  
ÉLECTION DU  
PARLEMENT EUROPÉEN,  
C'EST LE SCRUTIN  
QUI DÉMOLIT TOUT  
SUR SON PASSAGE**

d'«*agora*», de lieu où se confrontent, publiquement et ouvertement, les différentes composantes du débat démocratique de l'Union, et que cette fonction a trop souvent été éclipsée par le mortel consensus bruxellois. «*Ce Parlement sera peut-être plus difficile à gérer, souligne-t-il, mais il représente mieux les citoyens.*»

Et c'est tant mieux. Il est, d'abord, plus légitime, lesté par un taux de participation qui a, pour la première fois depuis vingt-cinq ans, dépassé les 50 %. Une partie de ces électeurs ont-ils voté pour des partis eurosceptiques? Bien sûr! Mais l'essentiel n'est-il pas qu'ils aient choisi l'arène européenne pour se battre? Au moins se sentiraient-ils représentés!

Ensuite, un ensemble aussi di-